



| Vue de la route de la Soie ou l'autoroute Karakoram

FAIRE DE LA ROUTE DE LA SOIE UNE VOIE À DOUBLE SENS

par Vassilis Ntousas

Un rapport portant sur l'initiative chinoise Route de la Soie Belt and Road (BRI), divulgué par le quotidien allemand *Handelsblatt*, il y a quelques semaines, a pris beaucoup de personnes par surprise à Bruxelles, une ville pourtant habituée aux querelles institutionnelles et batailles diplomatiques. Selon le journal, les 27 ambassadeurs de l'Union européenne en poste à Pékin (sauf l'ambassadeur de la Hongrie) ont rédigé un rapport qui critiquait vivement l'initiative chinoise (Belt and Road ,BRI), arguant qu'elle "allait à l'encontre du programme de libéralisation du commerce de l'UE et faisait pencher la balance en faveur des entreprises chinoises subventionnées".

Aussi inattendu que soit le "contenu anormalement mordant" du rapport divulgué, cette critique n'est pas nouvelle et ne devrait pas non plus être une surprise. La grande initiative presque mondiale de la Chine, a un partenaire naturel en Europe, car la Chine et l'Europe sont situées aux deux extrémités de la "route de la soie". Pourtant, l'accueil réservé à l'initiative est progressivement passé d'une adhésion sincère à une réticence croissante, voire carrément sceptique. Les critiques européennes voient une grande partie de la BRI comme un spectacle chinois joué en solo. Selon leur raisonnement, ces critiques font apparaître plusieurs résultats asymétriques en faveur de la Chine, l'engagement souvent instrumental et sélectif de Pékin envers le principe de parité et d'inclusivité combiné à l'absence d'une égalité des chances pour les sociétés et les États européens en termes d'accès au marché, de sélection des offres, de facilitation du commerce et de relations d'investissement.

*#NewSilkRoad
L'UE doit mettre
en place un
solide mécanisme
européen de
contrôle des
investissements
étrangers dans des
actifs stratégiques,
malgré l'opposition
de certains États
membres.
@VNtousas*



La Chine est progressivement vue moins comme un partenaire économique que comme un acteur géopolitique usant de son pouvoir économique pour acquérir une influence politique indue et une résistance diplomatique muette à sa conduite de politique étrangère.

Pékin est en train de prendre conscience de ce scepticisme généralisé, en voyant une

montre clairement, il ne s'agit plus d'un problème de diplomatie publique, c'est avant tout un problème concret de politique étrangère. C'est avant tout un problème de diplomatie.

La Chine sous surveillance

Étant donné que les yeux du monde sont plus tournés vers la

“

**LA RÉPONSE DE L'EUROPE DOIT
ÊTRE FONDAMENTALEMENT
STRATÉGIQUE DANS
SA CONCEPTION ET NON
SIMPLEMENT RÉACTIVE DANS
SA MISE EN ŒUVRE**

”

diminution des retours dans la promotion de la BRI en tant que stratégie exclusivement "gagnant-gagnant" basée sur la parité et le respect mutuel. Sa réponse officielle est qu'une grande partie de cette argumentation est fondée sur des perceptions erronées, pourtant, comme le rapport divulgué le

Chine, on s'est toujours attendu à ce que soient plus surveillées les façons dont Pékin choisit de mettre en œuvre le projet, amenant les critiques à s'interroger sur ses motivations et intentions. En ce sens, la Chine doit travailler de façon systématique, non pour dissiper cette critique sur son manque

de mérite perçu, mais pour le traiter directement. En ce qui concerne l'Europe, la raison est simple : une grande partie de cette argumentation pose de réels risques pour le succès et la longévité de l'initiative BRI. Pourquoi ? Parce que tandis que certaines de ses hypothèses sous-jacentes pourraient être injustifiées (ce qui est le cas), d'autres reflètent de réelles préoccupations profondément ancrées, liées à l'unité, la prospérité et la sécurité de l'UE.

Alors que l'effet voulu ou non voulu de la plus forte présence de Pékin sur le terrain se fait de plus en plus sentir, la Chine doit redoubler d'efforts pour prouver que, en réalité, l'initiative BRI est véritablement une voie à double sens et pas simplement un véhicule pour les investissements chinois à l'étranger. Qui plus est, elle ne doit pas prendre à la légère les avertissements sur la manière dont la fragmentation de l'Union peut être accélérée par les initiatives en lien avec la BRI, comme la politique 16+1 (l'objectif de la Chine d'intensifier et d'étendre la coopération avec les 11 États membres de l'UE et les 5 pays des Balkans). Bruxelles a raison, dans une certaine mesure, d'affirmer que de telles initiatives aggravent les divisions au sein de l'Union et entravent la capacité de l'UE à traiter avec la Chine de manière collective, en opposant maladroitement les États membres les uns aux autres (et à Bruxelles) afin de sécuriser les investissements chinois. En fait, le rapport de Handesblatt doit servir à rappeler vivement à quel point l'écart est mince entre être un acteur mondial expansif et

être (perçu comme) un acteur expansionniste, et donc servir de précieux avertissement quant à la dangerosité de cette critique populaire qui monte, qu'elle soit méritée ou déplacée. Tout au moins, ce danger réside dans la création d'un climat de méfiance qui peut entraver la coopération, même concernant des questions sur lesquelles les décideurs européens et chinois s'entendent largement.

Les enjeux sont élevés

Évidemment, une Europe qui utilise des termes très durs pour décrire ses relations avec la Chine se voit dans l'obligation, elle aussi, d'accomplir son devoir. Les enjeux sont tellement élevés que, sans la prise de mesures appropriées, ni un scepticisme passif, ni une patience qui s'étiole ne suffiront à résoudre les problèmes qui se posent. L'UE doit de toute urgence formuler une réponse politique holistique vis-à-vis de l'initiative Route de la Soie, qui prenne en compte des considérations économiques comme géopolitiques. Une attention exclusive portée à la géopolitique n'est pas juste, que ce soit pour Pékin ou Bruxelles, car elle risque de ne pas tenir compte de la nature extrêmement bénéfique de l'investissement chinois si les règles sont correctement appliquées. Mais il n'est pas non plus juste de souligner simplement l'opportunité économique qu'offre la BRI, tout en négligeant les (potentiels) défis géopolitiques.

La réponse de l'Europe doit être fondamentalement stratégique dans sa conception et non simplement réactive dans sa mise en œuvre. Un élément clé à cet égard serait de mettre en place un solide mécanisme européen de contrôle des investissements étrangers dans des actifs stratégiques, malgré l'opposition de certains États membres. Ce dernier point est crucial : l'Europe ne peut pas se permettre de former une stratégie commune vis-à-vis de la BRI et de Pékin, car seule une Union unie sera capable d'exercer un poids diplomatique suffisant pour négocier collectivement dans le cadre de la BRI.

Nécessité de recalibrer la politique de l'UE

Pour faire cela, l'Europe doit aussi surmonter une grande partie de sa relative myopie politique dont elle a souvent fait preuve par le passé et qui a parfois mené au développement même de certaines des divisions entre les États membres. Par exemple, prenez la Grèce. Athènes aurait-elle vendu une participation majoritaire dans le port du Pirée, l'un des atouts d'infrastructure les plus essentiels du pays (et d'Europe), à la société publique COSCO si elle n'avait pas été forcée d'adopter depuis des années le stricte dogme de l'austérité, aux prises avec des mesures douloureuses en termes de coupes et de privatisations imposées par ses débiteurs ? Des questions comme celle-ci doivent faire

partie de la réalité lorsque l'Europe réajuste sa politique.

Avec le 20^e sommet UE-Chine qui approche à grands pas, il est évident que beaucoup de travail reste à accomplir des deux côtés. Pour que l'initiative BRI, un projet dont les ambitions sont très élevées et les proportions herculéennes, devienne une véritable voie à double sens, l'Europe comme la Chine doivent être en mesure de tirer totalement parti des opportunités de développement de l'autre partie. Il s'agit là d'une tâche immense dans un monde soumis à un isolationnisme, unilatéralisme et protectionnisme croissants. Mais c'est une tâche qui vaut la peine d'essayer.

*#NewSilkRoad :
Seule une Union
unie sera capable
d'exercer un poids
diplomatique
suffisant
pour négocier
collectivement dans
le cadre de la #BRI
@VNtousas*



> AUTEUR
Vassilis Ntousas est conseiller en politique en charge des relations internationales pour la Fondation européenne d'études progressistes.